

# Prospective méditerranéenne

PAR  
SERGE ANTOINE\*

extraire de : **FIZARD**  
ECONOMIE & FINANCES  
Sam. 9 - Dim. 10  
février 1980

Du 11 au 13 février, à Barcelone, les représentants des dix-sept États riverains de la Méditerranée se réuniront pour faire le point de l'avancement de ce que l'on appelle le « Plan d'action en Méditerranée ». Ce plan survivra-t-il aux événements de l'actualité algéro-marocaine, israélienne ou tuniso-libyenne ?

Serge Antoine qui a été à l'origine du « Plan bleu », est un optimiste dans le sens où il pense à la fois qu'il existe une Méditerranée des profondeurs et que l'interrogation d'une mer en survie condamne les peuples à travailler ensemble...

... A la condition de ne pas croire, comme c'est le cas trop souvent, que la Méditerranée est un lac sans vagues, bleu d'immobilité sous le soleil.

Mer presque fermée de près de trois millions de kilomètres carrés (cinq fois et demie la superficie de la France), au carrefour de trois continents, la Méditerranée baigne les quatre mille kilomètres de côtes de dix-sept États où vivent aujourd'hui trois cents millions d'habitants, dont plus de cent millions dans cinquante grandes villes, dix d'entre elles ayant dépassé le million.

Au-delà des événements connus qui ponctuent les frontières politiques, relativement récentes dans l'histoire, la Méditerranée est en pleine évolution. Quelques chiffres donnent à réfléchir. Avant trente ans, la population dans le sud de la Méditerranée aura doublé : les jeunes de moins de quinze ans y représentent 45 % de la population. Il faudra probablement multiplier par trois la consom-

mation de céréales, de viande et de poisson dans la région. L'urbanisation croîtra très vite. Le Caire, déjà plus peuplé que toute la région parisienne, va vers ses vingt millions d'habitants...

## Un plan en trois phases

Le mouvement naît aussi d'inégalités géographiques qui ne s'atténuent guère : le revenu par tête en France est deux fois celui de l'Italie, quatre fois celui de la Yougoslavie, huit fois celui de l'Algérie et seize fois celui de l'Égypte. Les touristes, dont le nombre passera, sans doute, de 53 à 200 millions en l'an 2000, fréquentent le Nord pour 85 à 90 %, le Sud pour moins de 10 %.

Le plan méditerranéen, comme « Interfuturs », réalisé entre les pays de l'O.C.D.E., est un exercice de prospective à l'horizon des trente prochaines années. Il vise à comprendre

les mutations profondes qui vont apparaître dans cette région du monde.

L'exercice du « Plan bleu », qui doit être, prochainement, confié à l'association Medeas (« Mediterranean Development Environment Association »), sera réalisé en trois phases. La première consistera à explorer « en diagonale » quelque douze domaines pour déceler les tendances à long terme, les points de rupture, les inconnues et les liaisons entre secteurs (par exemple entre pêche, pollution et consommation alimentaire). Ce travail sera réalisé, — ce qui est très original —, en « binôme » par un expert du rivage nord de la Méditerranée et un autre venant du sud.

La phase reliera les secteurs par des modèles de développement que l'on fera jouer en fonction de plusieurs « scénarios », tenant compte, par exemple, des effets d'une politique plus ou moins sévère de l'environnement.

Le « Plan bleu », avec la troisième phase, éclairera les dirigeants politiques de la Méditerranée sur leurs responsabilités à l'égard du milieu et du cadre de vie qu'ils laisseront à leurs enfants, et dégagera des actions prioritaires ou expériences-pilotes permettant d'accélérer des évolutions jugées bénéfiques (aquaculture, énergie solaire, nouveaux systèmes d'épuration...).

Le « Plan bleu » n'aurait pu être réalisé sans l'appui décisif du programme des Nations unies pour l'Environnement (P.N.U.E.) qui patronne les réunions où se retrouvent, depuis cinq ans, sans trop de problèmes, les dix-sept États de la Méditerranée. Qu'on mesure, en soi, le succès de cette entreprise en pensant à la présence, côte à côte, des délégués du Nord du Bassin, de la Libye, d'Israël, de la Grèce et de la Turquie, de l'Algérie et du Maroc.

Ne rêvons pas : à brève

échéance, il n'y aura pas de communauté méditerranéenne. Mais après tout la coopération européenne a commencé par le charbon et l'acier ; pourquoi la coopération méditerranéenne ne commencerait-elle pas par la protection de l'environnement et la survie d'une mer menacée ?

Le « Plan bleu » n'est d'ailleurs pas un élément isolé : c'est une pièce d'un « Plan d'action en Méditerranée » dont le point de départ s'inscrit à Stockholm en 1972.

.../...

Lorsque Maurice Strong m'avait demandé ce que la France pourrait apporter de spécifique, en plus de ses engagements généraux pour l'environnement, je lui avais répondu. « L'appui à la coopération en Méditerranée, considérée comme une écorégion du monde ». Trois ans après, à Barcelone, les différents partenaires, autour de la table, signaient — à l'exception de l'Albanie — un premier accord de coopération à trois volets :

— un volet juridique,

comportant déjà deux protocoles relatifs au milieu marin (interdiction de certaines immersions ou incinérations en mer) ; un accord sur les pollutions telluriques pourrait être signé en 1980 ;

— un volet scientifique : 33 centres de recherche coopèrent pour l'étude et l'observation du milieu marin, assurant un système de mesure et d'alerte : le « Med Pol » ;

— un volet économique encore imprécis, destiné, en amont des problèmes de pollution et dans les arrière-pays, à relier le développement socio-économique et l'environnement au sens large (pollution, certes, mais aussi cadre et qualité de vie).

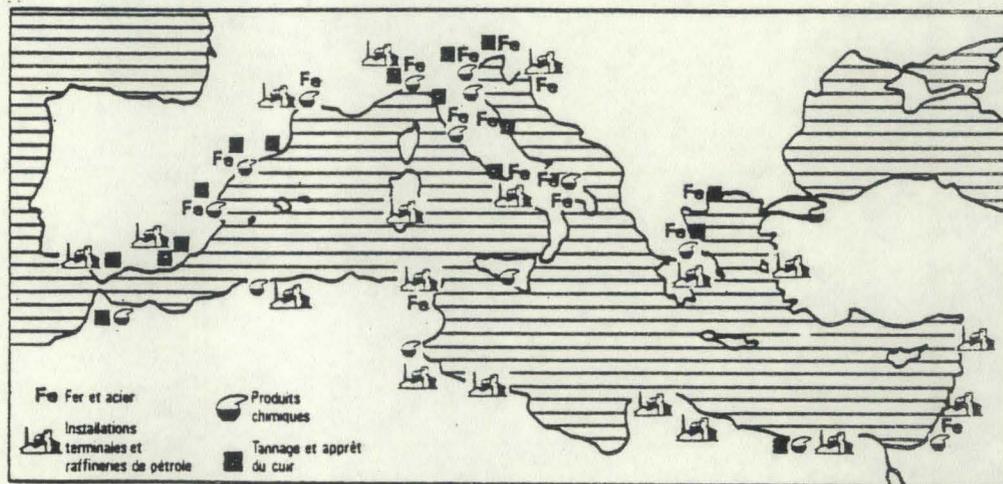
A la différence de bien d'autres coopérations internationales, il n'y a pas, pour la Méditerranée, d'institution ou de capitale ; Athènes, Barcelone et Monaco sont prêtes, il est vrai, à accueillir un tel siège (la décision doit être prise, en principe, en 1981). Mais le problème est surtout de constituer un réseau de centres d'activités. Déjà certains sont en route : à Barcelone, les réunions intergouvernementales et le secrétariat juridique ; à Split, les études des « programmes d'actions prioritaires » et de l'aménagement intégré ; à Malte, le centre de lutte contre les pollutions par hydrocarbures ; à Urbino, le cen-

tre de formation aux problèmes de l'environnement et de la gestion urbaine : à Cannes, le laboratoire de prospective et les stages du Centre de formation internationale sur la gestion des ressources en eau, montés depuis quatre ans, par un accord entre la France et l'O.N.U.

Les initiatives des gouvernements et des Etats ne sont pas les seules. Sans prétendre être complet, rappelons les campagnes de Cousteau sur la pollution en Méditerranée, les travaux de la Fédération mondiale des villes jumelées, qui a suscité une Union des villes de la Méditerranée, les rencontres interméditerranéennes organisées par la C.I.R.C.A. à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon et, pourquoi pas, les Jeux méditerranéens à Split.

Pourra-t-on alors, comme Aurelio Peccei, président du Club de Rome, dire : « Aucune mer ni aucun océan n'ont été aussi importants dans l'histoire humaine. Aucune mer n'a été, comme la Méditerranée, pour tant de peuples, et pour aussi longtemps, symbole d'espoir et de vie. »

(\*) Chargé des études et recherches auprès du ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, président de la Fondation pour les réflexions sur le futur, à Arc et Senans.



Les zones industrielles sont aussi celles qui menacent le plus l'équilibre écologique du Bassin méditerranéen.